



Comment mieux lutter contre les financements occultes
et simplifier les obligations des candidats et partis politiques ?

#1 Renforcer les moyens de contrôle et de sanctions de la Commission

- 1** Créer un droit de communication avec les prestataires et fournisseurs des candidats

Croiser les informations, accélérer les vérifications
- 2** Prévoir un droit de communication avec les opérateurs de réseaux sociaux pour l'application de l'interdiction de la publicité électorale

Obtenir des informations sur le coût d'une opération publicitaire ou l'existence d'un abonnement type X Premium
- 3** Être Intégré à la liste des destinataires d'informations de TRACFIN

Être informé des mouvements financiers suspects
- 4** Pouvoir consulter le fichier national des comptes bancaires et assimilés

S'assurer de l'origine des fonds servant au financement de la vie politique
- 5** Accéder en temps réel à la comptabilité des partis politiques

S'assurer que toutes les dépenses prises en charge par le parti pour un candidat ont été déclarées dans le compte de campagne
- 6** Lever le secret professionnel des membres et collaborateurs de la H2A au profit de la Commission

Permettre au H2A de communiquer des informations issues de ses contrôles
- 7** Pouvoir sanctionner directement les irrégularités les moins graves pour les candidats non-remboursable

Avoir une solution alternative efficace à la saisine du juge de l'élection



L'efficacité des dispositions encadrant les financements politiques dépend de la capacité de la Commission à en assurer le contrôle et, le cas échéant, la sanction.

